La **CGT**
des établissements
d'**Enseignement supérieur**
et de **Recherche**

Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur

Communiqué

Parcoursup : le gouvernement doit répondre aux revendications

10/11/2026

Vendredi 6 novembre, Sébastien Lecornu invitait les organisations représentatives des lycéen·nes, étudiant·es, des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche à un comité de réforme de Parcoursup, le lundi 9 novembre.

La CGT FERC Sup s'étonnait, à la lecture de l'invitation, de **l'absence de tout élément de cadrage et d'objectif proposé par le gouvernement**. Elle s'est étonnée aussi et surtout de l'invitation des représentant·es du patronat alors que la jeunesse et les personnels mobilisés rejettent la logique adéquationniste de l'orientation au seul critère de l'employabilité à l'œuvre depuis 10 ans. Pire, c'est par la presse, ce week-end, que les organisations syndicales et de jeunesse ont également appris la présence de l'ensemble des groupes parlementaires, dont ceux d'extrême droite rejetés à longueur de mobilisations.

Les lycéen·nes, étudiant·es et personnels mobilisé·es exigent des propositions concrètes, notamment en termes de créations massives de places en licence et en master afin de remplacer Parcoursup et Mon Master par un processus d'affectation transparent garantissant à toutes et tous une place dans la filière universitaire de leur choix.

Or ce cadre de discussion laissait présager l'absence totale de réponses concrètes aux revendications ainsi que la mise en place d'un comité Théodule. Et c'est ce qui s'est confirmé dès l'ouverture de la séance avec une longue présentation de ce qu'est Parcoursup… C'est pour toutes ces raisons que **la quasi-totalité des organisations lycéennes et étudiantes a quitté la réunion, tout comme la la CGT FERC Sup et la CGT Éduc'action avec l'ensemble de l'intersyndicale.**

À l'image de la Conférence sociale, **le gouvernement démontre qu'il n'entend pas les revendications légitimes de la jeunesse et des travailleurs et travailleuses.** Il poursuit, notamment envers la jeunesse, sa stratégie de pourrissement de plus en plus dangereuse pour les élèves, étudiant·es et personnels.

Si le gouvernement souhaite mettre fin aux mobilisations, il doit enfin répondre de façon concrète aux revendications qu'il juge lui-même légitimes. **Après la grève du 10 novembre, la CGT FERC Sup appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblées générales pour discuter des suites et à se mettre massivement en grève le 17 novembre pour les salaires et les services publics.**

CGT FERC Sup - 263 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cédex +33 155 82 76 28 +33 149 88 07 43 ferc-sup@ferc.cgt.fr